

LE JOURNAL D'UNION NATIONALE

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 13.956 — QUARANTIÈME ANNEE — VENDREDI 23 AVRIL 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 — Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. — Réclames : 1.75 — Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. — Chronique Locale : 20 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 4, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes..... 6 fr. 3 fr. 30 fr.
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 11 fr. 30 fr.
Étranger (Union postale)..... 9 fr. 17 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

A bon entendeur...

Les Boches, qui caressaient l'espoir de faire marcher toute l'Europe, doivent commencer à se rendre compte que toute l'Europe n'est pas prête à céder devant les exigences de l'Allemagne.

Petit à petit, la plupart des pays neutres dont ils escomptaient l'impitoyable sympathie leur prouvent très dignement qu'ils ne sont pas prêts à subir le joug immonde. On sait ce qu'il en est à ce sujet pour l'Italie où, si nous en croyons le vaillant Mussolini, le régime de la neutralité entrerait déjà en agonie. On sait ce qu'il en est pour les nations balkaniques, que les intrigues diplomatiques allemandes n'ont pas réussi à dupier, et pour les pays scandinaves, où les avances des agents de Berlin sont tombées dans le vide. On sait ce qu'il en est pour la Hollande, qui vient d'élever de si vigoureuses protestations contre les crimes des pirates-bandits de la mer du Nord. Et enfin, l'attitude présente de la Suisse à l'égard de l'Allemagne achèvera d'éclaircir les hommes d'Etat d'outre-Rhin sur la vanité de leurs calculs et de leurs espérances.

On sait sans doute que, dès que s'est affirmée avec un caractère de probabilité de plus en plus manifeste l'éventualité d'une intervention militaire de l'Italie aux côtés des nations alliées, le bruit a couru que l'Allemagne n'hésiterait pas, en cas de guerre austro-italienne, à violer la neutralité de la Suisse : une armée allemande traverserait le territoire suisse pour venir porter rapidement main-forte à l'armée autrichienne et tenter d'accorder avec son allié une invasion de l'Italie. Le bruit était-il fondé ? Nous ne saurions l'affirmer d'une façon absolue certaine. Ce qu'il y a d'indéniable, c'est que l'Allemagne, qui avait cyniquement violé la neutralité de la Belgique et celle du Luxembourg, pouvait être considérée comme tout à fait capable de violer avec la même absence de scrupules la neutralité de la Suisse.

On ne prête qu'aux riches, dit-on. Et il est vrai aussi que l'on ne prête des projets de forains qu'aux nations de forains. Authentique ou non, d'ailleurs, le projet en question avait ému l'opinion dans les pays intéressés. Il restait dressé comme une menace contre la Suisse.

Eh bien, en présence de cette menace, il est juste de reconnaître que la Suisse n'a pas hésité un instant : sans pour comma sans faiblesse, elle a fait nettement savoir à qui de droit quelle ne

permettrait jamais une violation de sa neutralité, c'est-à-dire que l'on ne passerait pas sur son territoire.

Interviewé il y a quelques jours par un journaliste italien, M. Motta, président de la Confédération helvétique, a répondu sur ce point avec une loyauté parfaite l'assurance déjà formulée par l'unanimité de l'opinion en Suisse. « Je sais, a-t-il dit, qu'on a imprimé que nous avions un traité avec l'Allemagne pour nous garantir contre l'occupation du Trentin par l'Italie, tandis que nous n'avons pas de traité avec l'Italie pour nous garantir contre une occupation par l'Allemagne de la vallée du Rhin. Je vous donne ma parole d'honneur qu'un tel traité n'existe pas et n'a jamais existé ». Puis, faisant allusion à ce qui avait été publié sur la possibilité pour une armée allemande de traverser la Suisse en cas de guerre avec l'Italie, M. Motta s'est élevé avec indignation contre une pareille hypothèse.

« Peut-être vous dites-vous, a-t-il ajouté, que je ne puis parler autrement ; songez cependant que rien ne m'oblige à vous faire une telle déclaration et à engager ma parole d'honneur et de gentilhomme. »

Cette parole d'honneur suffit évidemment à l'Italie et elle suffira à tout le monde. Le président de la Confédération helvétique n'a rien de commun en effet avec un von Bethmann-Hollweg ou avec un von Jagow. Il ne mérite en aucune façon l'injure d'être comparé à l'un de ces hommes d'Etat de Berlin pour qui la parole donnée ne compte pas et pour qui les traités ne sont que de vulgaires chiffons de papier. Tous les honnêtes gens feront confiance sans réserves à son serment d'honnête homme.

Et toutes les nations où la foi jurée compte encore pour quelque chose seront reconnaissantes au fier peuple helvétique de sa ferme attitude.

Car c'est toute la Suisse qui a adopté cette attitude, y compris la partie de la Suisse que l'Allemagne considérerait comme soumise à son influence. Un journal badois de langue allemande écrivait il y a quelques jours ces lignes significatives : « Si quelqu'un osait la violer, cette neutralité, il devrait passer sur nos cadavres ». Et il n'est pas un organe en Suisse qui ne tienne un semblable langage, qui ne le tienne avec la même franchise, avec la même fermeté, avec la même énergie.

L'avertissement est clair : il sera certainement entendu.

CAMILLE FERDY.

264^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 22 Avril.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

Rien n'a été signalé depuis le communiqué d'hier soir.

La Question des Zones franches

Un argument régional : l'exportation des vins

Les questions économiques suspendues par les hostilités redviennent, avec la prolongation du conflit, d'une actualité pressante. Alors que la victoire militaire se précise aux frontières de notre patrie, il appartient aux civils de préparer des victoires pacifiques sur les marchés internationaux. Notre exportation ne doit plus négliger les bénéfices du blocus maritime austro-allemand.

Les Anglais, déjà, ont agi. Ils ont pour eux le libre-échange. Les économistes européens préconisent avec les Russes la fortune prochaine d'un Odesse port franc avec un libre accès en Méditerranée. Avec Copenhague, port franc aussi, les Danois rêvent d'un avenir moins assujéti à l'impérialisme brisé de Hambourg. Ainsi, des ambitions extérieures nous rappellent à la nécessité de créer un port franc en France, nécessité reconnue depuis longtemps et restée à l'état de vœu déchu.

M. Sembat, ministre des Travaux Publics, dit en subissant la suggestion lors de sa récente visite de nos ports. M. Adrien Artaud, durant son dernier voyage à Paris, ne négligea point de plaider en les milieux les plus autorisés une cause dont il est le fervent. Et l'on peut trouver dans le rapport sur l'urgence de prendre pied dans les débouchés allemands, que nous préparons, qu'il fut adopté en février par la Chambre de Commerce de Marseille, un argument d'un ordre tout régional — qui nous intéresse particulièrement :

« Nous avons dans le vin, mentionne-t-il, un article de pénétration irrésistible. Il a fait les richesses de nos provinces, pas fait le vin français, avec tous les vins du monde, y compris les vins français, le vin remplissait les caves de nos navires, nous amenait partout, faisait la fortune des places de Bordeaux et de Cette et assurait de beaux prix au vin national. En 1873, nous avions exporté 100 millions de litres de vin ; et, si nous avions continué le système, nous aurions réussi à exporter, nous exportions actuellement au moins six millions d'hectolitres. »

Seulement, nous avons repoussé de nos ports et de nos coupages les vins étrangers et les exportations de la zone franche de Hambourg, de la Grèce, de la Turquie, de l'Italie, de l'Espagne ont progressé à notre détriment.

« La vérité, affirme M. Artaud, est qu'aujourd'hui, autre qu'un vin de cru, pas plus celui de France que celui de l'importation, aucune région de production, n'est susceptible de résister au problème, et comme les exportations qu'on peut obtenir des vins étrangers. Le coupage seul permet de mettre les vins aux gouts de toutes les clientèles, ces gouts qu'on nous reproche de heurter et auxquels nous ne demandons qu'à nous plier, si on nous le permet, après avoir constaté par une expérience de trente années, qu'il ne se fait rien de nos coupages. Enfin, le coupage seul permet de produire à un prix qui soit le cours mondial, autrement dit le coupage seul permet de donner constamment pour les vins le maximum de satisfaction au minimum de prix. »

Et voici, avec régime actuel, ce que sont devenues quelques-unes de nos ventes : A destination de la Suisse, il a été importé à travers la France, en 1913, une quantité de 870.422 hectolitres, représentant plus de sept fois ce que nous avons fait nous-mêmes. Au Brésil, nous avons importé 2 millions 340.000 kilos de vin syndrini contre une importation totale de 64.011.091 kilogrammes de vin. Nous avons obtenu un certain débouché en Bulgarie ; l'Italie le détient actuellement. Et un récent article du Times sur l'interdiction des spiritueux en Angleterre et non point des vins vient de révéler la prépondérance prise par les vins allemands.

De plus, le vin favorise des métiers. Une exportation supplémentaire annuelle de 4 millions d'hectolitres représenterait, pour notre tonnerrie, la vente d'environ 2 millions de bordelaises évaluables à 30 millions de francs ; 12 millions à 3 francs par hectolitre — de maintenance 25 millions de francs pour notre armement 500.000 tonnes de fret à 40 ou 50 francs la tonne.

Or, 4 millions d'hectolitres est le minimum des exportations que l'on obtiendrait avec des zones franches.

Et M. Artaud de résumer les objections essentielles :

« Une zone franche dans laquelle on manipulerait du vin ne coûterait rien à installer, les intéressés se chargeraient de son aménagement et pouvant le faire dans un délai très court ; elle ne coûterait qu'à délimiter

et surveiller, ce qu'on fait pour tous les

entrepôts de France. Elle ne modifierait en rien notre régime intérieur, au contraire, car un régime protectionniste non complet par une zone franche, pour sauvegarder les exportations, est un non sens, dont aucun pays protectionniste, sauf le nôtre, ne s'est rendu compte. Inutile de dire que les produits de la zone franche ne sauraient entrer en territoire douanier et qu'au point de vue des fraudes les zones franches n'échapperaient pas au régime commun, c'est-à-dire à l'application de la loi de 1905.

« Par contre, croit-on, au point de vue de l'intérêt de l'agriculture française, que si l'exportation française des vins pouvait être maintenue à un chiffre très voisin de six millions d'hectolitres, et même de cinq ou de quatre millions, cela servirait-il à quelques années aurait jamais eu lieu ? Un supplément d'exportation de vingt millions d'hectolitres en dix années, soit deux millions seulement de plus par an, est égal aux stocks les plus élevés qui aient occasionné la mévente. Automatiquement, la zone franche travaillant en vins étrangers les années de surabondance des récoltes françaises, c'est-à-dire à l'application de la loi de 1905.

« Le dernier rapporteur au Parlement de la question des zones franches était M. Chaumet. Ne pourrait-on pas, enfin, se décider et, premier port de France, en accorder une à Marseille en tout premier lieu ? »

JULES BERNEX

PROPOS DE GUERRE

Concerts pour Blessés

C'est un fait que nos blessés sont choyés et dorlotés autant qu'il est possible dans les hôpitaux. Il y a d'abord le doucement aimable et souriant des dames infirmières qui met autour de leur lit de souffrance la douce atmosphère d'une présence féminine. Il y a aussi de braves gens à Marseille s'imposent la tâche quotidienne de promener ceux des blessés qui peuvent sortir et marcher un peu. Il y a enfin d'autres braves gens qui viennent divertir dans les hôpitaux ceux qui ne peuvent pas encore sortir.

Rien n'est plus louable que ces séances récréatives au chevet des pauvres soldats immobilisés dans leur lit. Combattre l'ennemi, empêcher le blessé de tout penser, d'être seul avec ses réflexions est une œuvre pie. A cette œuvre des artistes professionnels ou amateurs, des chanteurs, des musiciens, des comédiens apportent leur collaboration la plus large et la plus désintéressée. Teis professionnels qui en d'autres temps feraient payer très cher pour paraître en public, viennent avec empressement chanter ou jouer de leur instrument devant ces soldats blessés en servant la Patrie. C'est encore une façon de servir le pays que de donner son talent pour la joie et le plaisir de ceux qui ont donné à ce pays le meilleur d'eux-mêmes.

Mais voici qu'il se produit une chose curieuse et inattendue. A ces concerts organisés dans le but de distraire les blessés vient se mêler un public mondain qui, restant assis dans son fauteuil, s'apprête à applaudir un comédien réputé doit prêter son concours à l'un de ces concerts, les belles dames, les belles demoiselles et aussi les beaux messieurs qui les accompagnent s'en viennent la bouche en cœur solliciter une petite place, une toute petite place : « Nous sommes tellement amateurs de musique et l'on en est tant privé en ce moment... »

Le moyen de résister à une prière qu'on appelle la plus jolie mine, le plus séduisant des sourires ? On donne la petite place, et comme on l'a accordée à Mme X... il n'y a pas de raison pour qu'on la refuse à Mlle Y... Il arrive alors que l'artiste professionnel — car c'est surtout de lui qu'il s'agit — qui a accepté de donner son temps et son talent pour les soldats blessés et uniquement pour les soldats blessés, se trouve finalement devant un auditoire où ce ne sont point les blessés qui occupent la majeure et la meilleure place, devant un véritable public de motinés mondains.

On voudrait bien reconnaître qu'il y a là un déplacement du but que l'on s'est assigné, déplacement d'autant plus incompréhensible que ces mêmes amateurs de spectacles gratuits se déclarent très choqués lorsqu'il est question, pour secourir quelques artistes chômeurs, de donner dans un théâtre des représentations publiques et payantes.

En d'autres termes ces petites faiblesses mondaines ne mériteraient même pas d'être relevées, mais il s'agit en ce moment d'amuser des blessés de guerre et non d'offrir des « matines artistiques » à une clientèle mondaine oisive qui à toute latitude pour trouver ailleurs du plaisir.

ANDRÉ NEGIS.

Civet de Chien

Ce n'est pas la famine qui a rendu les Allemands caniches. Bien avant la guerre ils mangeaient du chien, tout particulièrement à Berlin, à Leipzig, à Chemnitz et autres grandes villes industrielles de l'empire allemand.

Il y a deux ans déjà que l'Autriche signalait le fait et ajoutait qu'il s'agissait, notamment, des tueries spéciales avec inspection sanitaire des chiens abattus avaient été installées dans les abattoirs, en raison de la consommation croissante de la viande de chien.

La législation sur l'élevage limité, imposée par les arrières de Prusse, entretenait la cherté de la viande dont la canipage allemande, à présent généralisée outre-Rhin, et l'élevage du chien de boucherie aussi.

LA GUERRE

L'offensive anglaise dans le Nord

Les Etats-Unis opposent une fin de non recevoir aux prétentions allemandes

Paris, 22 Avril.

Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

Le Conseil a ensuite procédé à un échange de vues sur les mesures à prendre en faveur des orphelins de la guerre. Une Commission interministérielle, présidée par le ministre de l'Instruction Publique, va être chargée d'une étude d'ensemble de la question.

Le ministre de la Guerre a soumis à la signature du président de la République le décret déterminant le modèle de la Croix de guerre, dont la création a été récemment décidée par le Parlement.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier —

Paris, 22 Avril.

Les Boches viennent d'exprimer une nouvelle fois la rudesse et le mordant de ce qu'ils appellent dédaigneusement, à l'heure de leurs illusions, la misérable petite armée du maréchal Frensch. Celle-ci leur a enlevé une position importante, la cote 60, au sud-est d'Ypres, où ils ont eu près de 4.000 morts. Le point complet, en quelque sorte, le mouvement des positions sur lesquelles s'appuyait l'offensive des alliés.

Dans la Veure, tous les efforts des Allemands pour reprendre le terrain que nous leur avons enlevé échouent, les uns après les autres, et le jour n'est pas éloigné où l'ennemi devra se convaincre de l'inutilité de ses tentatives.

Dans les Karpathes, la situation de nos alliés est favorable plus que jamais, mais de plus en plus l'attention est attirée sur l'attitude de l'Italie et de la Roumanie — qu'une force invisible pousse vers leurs destins — pour la réalisation de leurs aspirations nationales aux côtés de la Triple Entente.

MARIUS RICHARD.

Les Allemands bombardent Pont-à-Mousson

Pont-à-Mousson, 22 Avril.

De nombreux obus sont encore tombés sur Pont-à-Mousson.

Les Allemands employent cette fois des engins de petit calibre, mais ils ne ménagent pas les munitions.

Plusieurs maisons ont été endommagées. Il y a une victime, M. Mahou, jardinier, blessé assez grièvement par un éclat à la nuque.

Nos succès en Wœvre

Les Allemands auraient retiré leur artillerie lourde du Camp des Romains

Londres, 22 Avril.

Le correspondant du Times, dans l'est de la France, télégraphie que la retraite des Allemands de Saint-Sébastien aurait peu d'importance pour les Français, car il leur serait impossible d'occuper la ville, complètement dominée par les canons du fort du Camp des Romains.

Il ajoute : « Des prisonniers allemands affirment que le kronprinz, à son retour, fut reçu froidement par les officiers supérieurs. Quoi qu'il en soit, les Allemands semblent avoir retiré leur artillerie lourde du Camp des Romains, car l'artillerie de campagne a seule rôdés aux batteries françaises. »

Depuis les Eperaux, les Français se sont avancés vers d'Étain, s'emparant de postes collines sur la rive droite de l'Orne et la route de Mars-la-Tour.

L'usage que les Allemands peuvent faire du terrain de fer Etain-Contz-Metz est ainsi considérablement réduit. Ils ont d'autres lignes plus au nord, mais la perte d'une partie de leurs moyens de communications dans la Wœvre est un grand désavantage pour eux.

Dans les Flandres

Les attaques allemandes contre la "cote 60"

Londres, 22 Avril. (Officiel)

Les Allemands continuent à contre-attaquer violemment devant la cote 60.

Hier après-midi, entre six et neuf heures, nous avons repoussé deux violentes attaques d'infanterie, infligeant aux Allemands de fortes pertes.

Pendant toute la nuit, la cote 60 a été l'objet d'un bombardement ennemi.

Nous avons, dans le même temps, repoussé plusieurs autres attaques.

Une attaque hardie et heureuse a été dirigée contre le hangar des dirigeables allemands à Gand, qui a dû éprouver des dégâts considérables.

Une furieuse attaque allemande semble imminente

Londres, 22 Avril.

Le correspondant du « Daily Express » sur la frontière belge télégraphie à la date du 21 avril que tous les renseignements venant de Belgique et des postes frontières allemands portent à croire à l'imminence d'une attaque allemande dans ces régions.

L'armée a été considérablement renforcée au cours des dernières semaines. Des troupes fraîches venues d'Allemagne occupent actuellement la plupart des positions devant les Anglais. Les troupes qui ont perdu la colline Zillebeke étaient, mardi, en disgrâce à Roulers, en route pour la Prusse orientale.

Le discours du président Wilson

Londres, 22 Avril.

On mande de Washington au Morning Post :

« On croit ici que, dans son discours d'hier sur la neutralité, le président Wilson a saisi l'occasion de faire entendre au pays qu'il n'a nullement l'intention d'essayer une médiation inopportune. Il ne cédait pas devant la pression des ultra-pacifistes, qui voudraient faire imposer au monde l'opinion américaine et risquerait ainsi qu'on dise aux Etats-Unis : « Mélez-vous de vos affaires... »

Tous ensemble et tout d'un coup

Londres, 22 Avril.

La critique militaire du « Times », le colonel Repington, consacre un assez long article aux hésitations de l'état-major allemand :

« La façon dont il envisage la situation générale, écrit-il, reste incertaine et son activité, aussi bien dans l'Est que dans l'Ouest, ne se dessine pas encore d'une manière suffisamment claire pour que nous puissions saisir ses intentions. Il n'est pas impossible, d'ailleurs, qu'il ne sache quel parti prendre en raison de l'incertitude dans laquelle il se trouve en ce qui concerne l'attitude de l'Italie et de la Roumanie et il se peut qu'il attende, pour décider dans quelle direction il fera son prochain effort, d'être définitivement fixé à leur sujet. »

Il est indispensable, actuellement que l'Autriche maintienne de fortes garnisons dans le Trentin et sur l'Insonzo et d'importantes concentrations de troupes sur les frontières roumaines et serbes. Les Italiens et les Autrichiens éprouvent sur ces différents points les obligent naturellement à détacher des troupes du front des Karpathes et probablement aussi de ceux de la Nida et du Dunajec. Il est certain que la Hongrie doit elle-même maintenir solidement occupée, afin qu'elle puisse résister à l'attaque enveloppante qui peut la menacer, la majeure partie de l'autre et à des chances pour que Budapest soit le premier centre vers lequel convergeront les efforts des ennemis de l'Autriche.

Les alliés doivent coordonner leur action

Occupant une position centrale dans la grande plaine hongroise, disposant d'un bon réseau ferré, les Austro-Allemands éprouvent évidemment être en mesure de prendre énergiquement l'offensive contre le premier ennemi qui s'offrira à leurs coups. Si donc d'autres belligérants entrent en campagne du côté des alliés, il sera nécessaire que les opérations de tous soient soigneusement coordonnées, ce qui n'est pas toujours facile quand il s'agit d'armées appartenant à des Etats différents et ne poursuivant peut-être pas tous le même but politique. Toutefois, la réalisation de ce but, quel qu'il puisse être, étant subordonnée à la défaite des armées autrichiennes, il va de soi que c'est à obtenir ce résultat essentiel qu'il faudra s'employer d'abord, en réservant à plus tard le soin de réaliser les ambitions territoriales et autres.

Evidemment, il est contraire aux habitudes allemandes d'attendre tranquillement le développement de l'initiative ennemie, mais aucun fait précis ne nous permet de prévoir où et comment une offensive austro-allemande pourrait se produire. Ce qui paraît le plus vraisemblable, c'est que nos ennemis résisteront sur la défensive dans les Karpathes et tenteront un mouvement enveloppant combiné contre le groupe d'armées russes du Sud, mouvement qui aurait pour base le district de Cracovie et la Galicie Orientale. Afin de disposer de forces suffisantes pour engager cette offensive du district de Cracovie, il est possible que le maréchal von Hindenburg y ait transporté des troupes de la Pologne du Nord et de la Prusse Orientale.

Cependant, comme la dernière offensive austro-allemande dans l'Est a ignominieusement échoué, il n'y a aucune raison pour que ce mouvement réussisse, surtout au moment où l'incertitude qui règne concernant l'Italie et la Roumanie oblige l'Autriche à consacrer des forces importantes à la surveillance de ces deux Etats. Tant que leur orgueil empêchera les Allemands de rac-

Un effort continu

Le grand-duc, en effet, augmenté ses forces chaque jour. Il tient solidement les Karpathes centrales et les défenses qui mènent en Hongrie les Russes dans l'Est et dans l'Ouest d'une façon plus ou moins simultanée et que, lorsqu'elle aura commencé, elle sera continue plutôt qu'intermittente. Tous ensemble et tout d'un coup ! Voilà le principe d'après lequel nous devons agir. La date précise de cette action sera indubitablement fixée après étude des facteurs politiques et militaires du problème, et comme le temps travaille pour les alliés, nous n'avons nul besoin de nous presser ni d'attaquer avant que nous ayons en mains toutes les troupes dont nous disposons.

L'Armée russe

Pétrograde, 22 Avril.

« Rien ne peut démoréaliser une pareille armée, pas même les défaites, devant lesquelles elle reste impassible. »

Ce n'est pas par un insuccès partiel que les Russes peuvent être vaincus. Seuls une poursuite énergique et un écrasement complet peuvent amener leur défaite. Mais si nous ne parvenons pas à les écraser, nous reverrons bientôt réapparaître devant nous cette armée aussi forte et bien organisée qu'elle l'était auparavant.

Sur le front de la Prusse orientale l'armée russe, mais dans l'attente de la fin de la guerre, grandissait visiblement en force. C'est ce qui explique l'importance capitale de ces forts. Ils permettent en effet aux Russes de manœuvrer à l'abri de toute influence extérieure qui pourrait les gêner.

« La force de l'armée russe n'est pas dans la quantité impensable de ses réserves en Russie, mais dans l'attitude froide et sensée que ces derniers savent conserver en face de tous les revers. »

Le journal russe, *Rousski Invalide*, du 7 avril, reproduit un article du professeur

Le grand-duc, en effet, augmenté ses forces

Le grand-duc, en effet, augmenté ses forces chaque jour. Il tient solidement les Karpathes centrales et les défenses qui mènent en Hongrie les Russes dans l'Est et dans l'Ouest d'une façon plus ou moins simultanée et que, lorsqu'elle aura commencé, elle sera continue plutôt qu'intermittente. Tous ensemble et tout d'un coup ! Voilà le principe d'après lequel nous devons agir. La date précise de cette action sera indubitablement fixée après étude des facteurs politiques et militaires du problème, et comme le temps travaille pour les alliés, nous n'avons nul besoin de nous presser ni d'attaquer avant que nous ayons en mains toutes les troupes dont nous disposons.

Le grand-duc, en effet, augmenté ses forces

Le grand-duc, en effet, augmenté ses forces chaque jour. Il tient solidement les Karpathes centrales et les défenses qui mènent en Hongrie les Russes dans l'Est et dans l'Ouest d'une façon plus ou moins simultanée et que, lorsqu'elle aura commencé, elle sera continue plutôt qu'intermittente. Tous ensemble et tout d'un coup ! Voilà le principe d'après lequel nous devons agir. La date précise de cette action sera indubitablement fixée après étude des facteurs politiques et militaires du problème, et comme le temps travaille pour les alliés, nous n'avons nul besoin de nous presser ni d'attaquer avant que nous ayons en mains toutes les troupes dont nous disposons.

